



Il est temps d'en finir

AVEC LES FRONTIÈRES ET LES PATRONS

Mardi 2 avril, Trump déclarait la guerre commerciale au monde entier : des droits de douane passant de 10 % à 25 %, voire plus, semant la panique parmi les patrons européens, et de 20 % à 54 % pour les importations venues de Chine. Mardi 8 avril, il raillait, lors d'un banquet de notables du Parti républicains, les pays qui cherchaient à négocier ces taxes à la baisse : « Ils nous appellent, ils me lèchent le cul. » Le lendemain, volte-face : il annonçait une pause de 90 jours, le temps des marchandages... sauf pour la Chine, où les droits allaient au contraire monter à 145 %.

La guerre des mafias qui gouvernent

Culot et inconséquence d'un parrain de mafia, qui pourrait déséquilibrer l'économie de la planète ? En partie. Mais pas si fou : entre la chute des cours de la bourse provoquée par la première annonce et leur remontée, certains s'en sont mis dans les poches. « C'est le bon moment pour acheter » avait tweeté Trump sur ses réseaux, prévenant ses amis de la volte-face qu'il allait opérer et ferait regimber le cours des actions, enrichissant les acquéreurs. Au point que des sénateurs américains ont demandé une enquête contre lui pour « délit d'initiés ».

Samedi 12, il annonçait que smartphones, ordinateurs et quelques autres produits électroniques fabriqués en Chine ne subiraient pas la hausse des droits de douane. Car une partie de l'industrie américaine de la tech, comme Apple qui y fait assembler ses produits, craint de ne plus pouvoir profiter à satiété de l'exploitation des ouvriers chinois, et Amazon y perdrait une grande partie de son trafic.

Ce nouvel épisode est caractéristique de ces bras de fer et marchandages entre les gouvernants qui, à la tête des grandes puissances, défendent les intérêts des grandes sociétés industrielles et commerciales : une rivalité sur le dos des travailleurs qu'ils exploitent et de tous les peuples pauvres de la planète.

... sur notre dos

C'est à nous tous qu'ils comptent faire payer l'addition. Par la hausse des prix entraînée par les nouveaux droits de douane. Par les licenciements et le chômage provoqués par les restructurations, déplacements de lieux de production, que décideront les patrons en fonction de la rentabilité des divers marchés.

Quand Trump clame qu'il va ainsi réindustrialiser les États-Unis et en y ramenant la production faite au Mexique, c'est pour déplacer le chômage de l'autre côté du Rio Grande, à condition de réussir à imposer aux travailleurs américains les salaires des ouvriers mexicains, au nom de la concurrence.

Il en est de même ici de tous ceux qui, de Le Pen et Macron jusqu'aux leaders de la gauche, nous parlent de patriotisme économique et de protectionnisme censé sauver « notre » industrie et « nos » emplois. C'est de sauver les profits des patrons français dont ils parlent.

Entre travailleurs, ni guerre ni frontières

Ceux des syndicats qui enchaînent sur le même thème sous le prétexte de « lutter contre le dumping social », se placent sur le même terrain, arguant d'un capitalisme plus national, où patrons et ouvriers auraient des intérêts communs, et où l'État nous protégerait des abus et les barrières douanières des concurrents. Mais nous n'avons aucun intérêt commun avec les exploiters de nos pays, qu'ils soient marchands de produits de luxe comme Arnault ou d'instruments de mort comme Dassault. Refusons d'être entraînés dans leurs guerres, aujourd'hui commerciales et peut-être demain militaires. Les seuls combats qui valent d'être menés sont ceux des travailleurs et travailleuses de tous les pays, par-delà les frontières.

Car tous les grands groupes exploitent des ouvriers aux quatre coins du monde et ce seront nos luttes communes qui nous débarrasseront de tous ces parasites et permettront d'organiser nous-mêmes la production en fonction des besoins de tous.

Carnage à La Chapelle !

Dans le Nord-Est parisien la prochaine réorg promet des lendemains difficiles. La boîte prévoit de supprimer des dizaines d'emplois, entre 25 et 44, La Poste se refusant à donner des chiffres précis.

Imposition de vélos contre l'avis des facteurs sur des tournées pas adaptées, mise en place de tournées avec des haut-le-pied trop importants, développement de Log'issimo (ce nouveau service de logistique de proximité dont le contenu reste mystérieux et peu encadré...), le tout préparé à la va-vite, le dossier n'étant présenté qu'une seule fois en CSE. Un désastre annoncé ! Comme le montre Antony, où la réorg se passe très mal, avec des pétages de plombs et des DGI en série.

À Bonvin, c'est Paris 7 qui est concerné et on peut s'attendre au pire. Il est temps que face à cette offensive patronale, nous fassions bloc dans toute l'Île-de-France.

De la séca inopinée... anticipée

Les coups de pression de la nouvelle direction commencent à se faire sentir à Paris 15. Elle insiste sur plusieurs secteurs pour faire de la séca inopinée, parfois même à l'avance, un comble. Ici pour permettre de prendre des congés, là sous prétexte d'arrêt maladie... En fait, il s'agit déjà d'anticiper la prochaine réorg. Il n'en est pas question !

Les six semaines de séca estivale et les deux jours de séca hebdomadaires (ça fait 104 jours par an quand même) suffisent largement et comble largement les trente jours que vont pécher les cadres pour nous forcer à en faire plus. Il faut faire face et dire non à ses coups de semonce !

La mortalité infantile augmente

L'Insee vient de publier un rapport qui montre que la mortalité infantile a connu une nouvelle hausse dans le pays en 2024. Depuis 2011, le taux de mortalité infantile n'a cessé d'augmenter, passant de 3,5 décès pour 1 000 enfants nés vivants à 4,1 pour 1000 en 2024. « Cela signifie qu'un enfant sur 250 meurt avant son premier anniversaire », écrit l'Insee. En 2022, la France se classait au 23e rang sur les 27 États de l'Union européenne en termes de mortalité infantile. L'augmentation de la pauvreté mais aussi la détérioration des services médicaux expliquent en partie cette situation, nombre de services de néonatalogie des hôpitaux publics étant à bout de souffle.

Les poubelles prennent feu, mais ce serait sans danger ?

Périphérique coupé, bâtiment de 13 000 m² entièrement détruit, un immense panache de fumée, explosion de bouteilles de gaz, présence de lithium, des milliers de tonnes de papier et carton brûlées... Comme dit Corentin Duprey, président de Syctom, le centre de tri des déchets du 17^e arrondissement de Paris qui a brûlé lundi 7 au soir, l'entreprise « a très fréquemment » des départs de feu et sur les cinq centres de tri qu'elle gère, une centaine de feux se déclarent par an, en raison notamment de batteries ou de piles... D'accord, et donc ? Ce n'est pas grave ?

Lundi soir, le préfet de Paris, Laurent Nuñez, se contentait de déclarer que les concentrations en particules fines étaient « systématiquement inférieures aux seuils réglementaires ». Quatre jours plus tard, le silence règne. La priorité est bien de compenser la perte des 70 millions d'euros qu'avait coûté ce centre inauguré en 2019 et pas de commander en urgence un bilan de toxicité et de l'impact de la concentration de fumée sur la qualité de l'air. Décidément, rien ne va avec ces guignols !

Macron va-t-il reconnaître la Palestine ?

Se joignant au ministre israélien des Affaires étrangères, Gideon Saar, Jordan Bardella, président du Rassemblement national et Laurent Wauquiez, chef de file des députés Les Républicains, ont protesté contre la possibilité, évoquée par Emmanuel Macron, de reconnaître l'État de Palestine en juin à l'occasion d'une conférence que la France coprésidera avec l'Arabie saoudite aux Nations unies.

Beaucoup de bruit pour pas grand-chose. D'abord parce qu'à l'heure actuelle l'État palestinien est reconnu par 148 pays au monde – dont en Europe, l'Irlande, la Norvège, l'Espagne l'Irlande, la Slovaquie, la Serbie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et l'Albanie – sans que cela ne change quoi que ce soit sur le terrain. Et pour cause. Cette reconnaissance ne s'accompagne en général d'aucune pression – diplomatique, économique ou militaire – sur l'État sioniste, dont le principal partenaire commercial reste... l'Union européenne.

Dernier exemple en date de cette mansuétude : dimanche 13 avril accoste à Fos-sur-Mer, près de Marseille, un navire, le Nexoe Maersk, qui transporte une cargaison de pièces détachées d'avions de chasse F35 destinée à l'armée israélienne. Et Paris laisse faire. C'est là le double langage de Macron et de nombre d'autres chefs d'États.